

A Heygen

L'ŒUVRE

Je voudrais qu'un député, avant de monter à la tribune, fît son examen de conscience, se demandât un instant : "Mon intention est-elle pure?"

(ALFRED DE VIGNY.)

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An 18 fr. 6 Mois 9 fr. 3 Mois 4 fr. 50 1 Mois 1 fr. 50

La Responsabilité ministérielle

CE QU'ELLE ÉTAIT SOUS LA CONSTITUTION DE 1791

Les grands Constituants de 1789 avaient trop souffert du despotisme des vizirs de l'ancienne monarchie pour se résigner à sa résurrection sous le nouveau régime qu'ils instauraient. Convaincus que le meilleur moyen de servir l'intérêt général est de préserver de toute atteinte la liberté individuelle, ils accumulèrent les précautions légales contre l'arbitraire bureaucratique et ministériel.

« Les ministres, dit la Constitution de 1791, sont responsables de tous les délits par eux commis contre la sûreté nationale et la Constitution; de tout attentat à la propriété et à la liberté individuelle; de toute dissipation de deniers destinés aux dépenses de leur département. »

Comme si cette énumération ne suffisait pas, ils la précisaient en y ajoutant des sanctions dans leur Code pénal. Les délits ministériels furent réprimés par toute une échelle graduée de pénalités : vingt ans de gêne, c'est-à-dire de travaux forcés, pour le ministre par les ordres illégaux duquel des violences auraient été exercées contre les citoyens ; douze ans de gêne pour le ministre qui aurait ordonné une arrestation arbitraire ; deux ans de gêne pour le ministre qui aurait violé le secret des lettres confiées à la poste ; dix ans de gêne pour le ministre qui aurait tenté de soustraire un de ses agents à une poursuite légalement commencée ou à l'exécution de la peine légalement prononcée ; vingt ans de gêne pour le ministre qui rétablirait des corps politiques, administratifs ou judiciaires détruits par la Constitution, ou qui instituerait des autorités autres que celles que cette Constitution a prévues... par exemple, une censure, etc., etc.

La loi ne laissait aux ministres qu'une seule échappatoire. Ils pouvaient demander à prouver que leur signature avait été surprise. Dans ce cas, les auteurs de la « surprise » étaient condamnés aux mêmes peines qu'ils auraient encourues.

Les poursuites étaient ordonnées par l'Assemblée elle-même qui faisait fonction de jury d'accusation. Il n'y avait pas à craindre que la camaraderie politique s'exercât en faveur du coupable, car les ministres étaient pris obligatoirement en dehors de l'Assemblée et, par une précaution supplémentaire, il était défendu aux députés d'accepter aucune place à la nomination du pouvoir exécutif.

L'Assemblée pouvait entendre non seulement le ministre accusé, mais des témoins qu'elle citait à sa barre. C'est ainsi que l'ancien ministre des affaires étrangères, Montmorin, comparut devant la Législative, le 22 août 1792, sous l'inculpation d'avoir dérobé la connaissance de certaines pièces diplomatiques aux rapporteurs de l'Assemblée. Crime contre la sûreté de l'Etat !

Montmorin fut soumis à un interrogatoire en règle auquel prirent part non seulement le président, mais de simples députés, comme Brissot et Gensonné. Montmorin ayant opposé des dénégations aux faits qu'on lui reprochait, huit jours plus tard, le 31 août, le député Lasource l'accabla dans un rapport d'accusation dont l'Assemblée adopta les conclusions sans débat.

Montmorin aurait dû être jugé par la haute cour nationale qui siégeait à Orléans. Mais il n'eut pas le temps de comparaître devant elle. Les massacreurs de Maillard le trouvèrent dans sa prison, le 4 septembre, et « la justice du peuple » fit son œuvre.

A cette époque terrible, le poste de ministre n'était pas sans risques, particulièrement le poste de ministre des affaires étrangères.

Pour les mêmes motifs que l'infortuné Montmorin, son successeur au ministère, Delessart, avait été mis en accusation, dès le 10 mars 1792, sur un rapport du girondin Brissot, sans même que la Législative ait voulu l'entendre dans ses explications. Brissot lui avait reproché avec indignation d'avoir dissimulé à l'Assemblée et même au Comité diplomatique les ententes conclues contre la France par les puissances étrangères, la convention de Pillnitz, le traité signé le 7 février pré-

cedent entre la Prusse et l'Autriche, etc... « Dira-t-il, s'écria le tribun girondin, qu'il n'a pas eu connaissance de ces pièces ? Mais quel est donc le devoir du ministre des affaires étrangères ? N'est-ce pas de se procurer toutes les pièces publiques et secrètes qui peuvent intéresser la sûreté ou les relations extérieures de la patrie ? Pourquoi donc entretient-on à grands frais tant d'ambassadeurs, tant de chargés d'affaires, tant d'espions de toutes les couleurs dans toutes les cours de l'Europe ? Pourquoi consacre-t-on des millions à des dépenses secrètes ? Ou M. Delessart a connu ces pièces, et il est coupable, et il a trahi son devoir en ne les communiquant pas à l'Assemblée nationale, en ne provoquant pas les mesures nécessaires pour le salut public; ou il ne les a pas connues, et il est encore coupable de négligence en n'ayant pas pris tous les moyens de se les procurer, en n'ayant pas rappelé et remplacé les envoyés de France à Vienne, à Berlin, à Ratisbonne, qui lui cachaient des faits aussi importants... » Logique pressante qui, depuis longtemps, a déserté nos tribunes parlementaires !

Delessart fut traduit devant la Haute-Cour d'Orléans. Cette Haute-Cour n'était pas une assemblée politique comme notre Sénat, mais un véritable tribunal, composé de quatre grands juges recrutés dans le tribunal de Cassation et de jurés nommés à l'élection par les quatre-vingt-trois départements. L'Assemblée y était représentée par deux de ses membres qui, sous le titre de Grands Procureurs, soutenaient l'accusation et requéraient la peine.

Pour le malheur de Delessart, son procès traîna en longueur. Les grands juges l'interrogèrent dès le 24 mars, mais les débats ne virent jamais le jour. Delessart était encore dans les prisons d'Orléans quand la bande de Fournier vint chercher les prévenus pour les conduire à Paris. Il fut massacré à Versailles, cinq jours après Montmorin, en même temps qu'un autre ministre, prévenu comme lui, d'Abancourt.

D'Abancourt, qui tenait le portefeuille de la guerre avant le 10 août, avait été mis en accusation, le lendemain même de l'émeute, comme responsable en partie du sang répandu, parce qu'il n'avait pas exécuté le décret du 17 juillet 1792 ordonnant l'éloignement des bataillons suisses.

A quelques jours de distance, trois infortunés ministres, désignés aux vengeances populaires par les décrets d'accusation de l'Assemblée, avaient payé de leur tête une négligence, un oubli, une dissimulation.

La République n'existait pas encore.

Albert Mathiez,

Professeur à l'Université de Besançon.

L'« Amiral-Charner » aurait été coulé

Le ministère de la marine a des inquiétudes sur le sort du croiseur de 400 tonneaux, *Amiral-Charner*, qui croisait sur les côtes de Syrie et n'a pas donné de ses nouvelles depuis le 8 février, date à laquelle, d'après un radio-télégramme allemand, un sous-marin aurait coulé un bâtiment de guerre français.

La dépêche allemande disait que le navire coulé était le *Suffren*, dont l'équipage est de 800 hommes. Or, ce cuirassé est actuellement à Toulon.

L'*Amiral-Charner*, lui, a un équipage de 375 hommes.

Les rations des officiers généraux

Le ministre de la guerre a adressé le rapport suivant au président de la République :

Paris, le 3 février 1916.

Monsieur le président,

Le Parlement ayant réduit les crédits provisoires du premier semestre 1916, dans le but de réaliser une diminution du nombre des rations de vivres et de chauffage accordées aux officiers généraux et supérieurs en campagne, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint, fixant les nouvelles allocations à attribuer aux officiers précités, en vous priant de vouloir bien le revêtir de votre signature.

Ces nouvelles allocations seront substituées à celles qui font l'objet du tableau numéro 2 annexé à la décision présidentielle du 16 mai 1894.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Signé : GALLENI.

Suit un décret fixant les nouvelles rations de vivres et de chauffage allouées aux officiers généraux et supérieurs.

Le bon oreiller

Nous sommes à la veille de la grande angoisse.

Je ne crois pas que l'Allemagne — comme l'affirme un journaliste danois qui en revient — ait déjà mangé ses chiens, ses chats et ses serins, « la disette y étant plus affreuse qu'à Paris pendant le siège de 1870 ». Le Paris du siège n'avait rien qui ressemblât, même en petit, aux cultures de la Belgique et de la Pologne. La comparaison est donc saugrenue. La moisson de 1916 apportera à l'Allemagne de quoi attendre la moisson de 1917, et ainsi de suite. Ses pertes en hommes ne sont pas non plus si considérables qu'elle ne puisse les compenser en partie par ses jeunes classes, en partie par de la chair à canon turque ou polonaise.

Mais je crois que son énorme organisation économique va craquer si elle ne trouve de l'or, qu'elle ne peut trouver de l'or que par ses exportations, et que l'occlusion définitive du Saint-Gothard italien, l'hostilité grandissante de la Roumanie, le renforcement du blocus britannique dans les mers du Nord, lui ferment désormais tout espoir de ce genre.

Le papier vaut de l'or, oui, tant qu'on croit à la victoire. Mais, du jour où ce mirage s'évanouit, comment obtenir que le travail continue à l'intérieur de l'immense usine ? Par l'exaltation patriotique ? Elle n'a qu'un temps. Par la terreur ? Elle est d'un mauvais rendement.

Une Allemagne qui n'exporte plus est une Allemagne qui ne peut plus attendre. Il lui faut vaincre ou capituler. Vaincre ? Il n'y a qu'une victoire qui compte, celle qui enfonce le front français. Sur Calais ou sur Belfort ? Peu importe. La suprême bataille sera pour nous, et elle est pour demain.

J'écris ceci non pour les Français, qui le savent, mais pour les Suisses, les adjurant de bien veiller sur leur frontière ! Notre confiance dans leur neutralité est absolue.

L'affaire des deux colonels, par l'émotion qu'elle a soulevée en Suisse alémanique comme en Suisse romande, nous a laissé voir l'âme du pays : c'est une âme libre. C'est trois millions d'âmes libres ! Une demi-douzaine d'officiers rêvaient d'instaurer le régime du monoclé et de la cravache, à l'instar de Potsdam. Ils ne sont pas plus l'armée suisse qu'une douzaine de mercantis, faisant de la contrebande, ne sont l'honnête et loyal commerce helvétique.

Mais les coquins sont vifs, les honnêtes gens sont lents. Les mercantis et les colonels espions avaient pris l'avance. Amis suisses ! ouvrez l'œil maintenant ! Nous nous fions à vous. Le drapeau rouge écartelé de la croix blanche, nous le savons, est un oreiller où l'honneur peut reposer sa tête. L'armée française tout entière y appuie la sienne avec tranquillité.

Maurice de Waleffe

La défense de Paris

Obus contre Zeppelins

A propos de la défense de Paris contre les zeppelins et des améliorations qu'il convient d'apporter au système de préservation employé jusqu'ici, nous avions signalé l'idée d'un civil, idée qui consistait à colorer différemment les obus de chaque batterie. Elle en a provoqué une autre, d'un militaire qui est un spécialiste de l'aéronautique. Il a, depuis quelque temps, étudié le principe d'un obus qui permettrait de rectifier plus facilement le tir contre aéronautes.

« Dans un tir avec obus fusant, nous écrit-il, il faut s'occuper tout à la fois de la direction, de la hauteur, du point précis de l'éclatement, et cela est très délicat puisqu'on voit seulement l'explosion sans aucune précision. » Son idée consistait donc à permettre de suivre l'obus dans sa trajectoire, et cela par un système excessivement simple, qu'il n'y a pas lieu d'expliquer ici.

Mais notre correspondant est militaire. Et il lui faut transmettre ses dessins et ses explications par la voie hiérarchique... Or, il a déjà envoyé, le 14 décembre dernier, les plans d'une fléchette incendiaire, pour laquelle il a vainement réclamé à qui de droit des étoupilles Bickford afin de l'expérimenter. Il n'a, d'ailleurs, obtenu aucune

réponse, pas même un simple accusé de réception.

Cet exemple donne une juste idée de la rapidité de la voie hiérarchique, qui ne permet pas d'espérer pour les obus plus de diligence que pour les fléchettes. Il n'est pas impossible, cependant, que le principe de cette dernière invention soit acceptable, mais, s'il y a quelque chose à rectifier, son auteur ne peut le faire qu'au cours d'une ou de plusieurs expériences. Et le règlement le plus bienveillant ne lui accorde qu'une permission de la demi-journée, le dimanche...

Les Espagnols francophiles

Perpignan, 13 février. — De Barcelone sont arrivés de nombreux députés, sénateurs, notabilités du monde artistique et littéraire et journalistes espagnols qui viennent témoigner leurs sympathies à la France.

A Cerbère, ils ont été reçus par M. Mitjaville, maire, qui a prononcé le discours de bienvenue auquel a répondu M. Andreu, avocat, adjoint au maire de Barcelone.

A la gare de Perpignan, MM. Pams, sénateur, Denis, maire, les députés du département et une nombreuse affluence ont reçu nos hôtes espagnols qui, malgré l'heure tardive, ont été acclamés par toute la population.

La ville est pavée aux couleurs françaises et espagnoles.

La réception des notabilités espagnoles à l'Hôtel de Ville a été impressionnante. Répondant aux souhaits de bienvenue du maire de Perpignan, M. Bastardas, ancien maire et conseiller général de Barcelone, a prononcé une vibrante allocution, disant combien ses compatriotes, hommes politiques, écrivains, artistes et journalistes, étaient heureux de venir proclamer publiquement leurs sympathies affectueuses et leur amour ardent pour la France.

Au milieu d'acclamations frénétiques, M. Bastardas a proposé d'adresser des télégrammes chaleureux à M. Poincaré et au général Joffre, le sauveur d'hier, le vainqueur de demain.

Le célèbre dramaturge Ignacio Iglesias a félicité ensuite l'impérialisme allemand, étrangeur de la liberté des peuples et des hommes.

Les Communiqués

Attaques repoussées

UN AVION ABATTU

15 heures.

Au nord de Vic-sur-Aisne, notre artillerie a dispersé quelques fractions ennemies qui s'étaient avancées jusqu'à nos fils de fer.

Au nord-est de Soissons, les Allemands ont pu, à la suite d'un bombardement, atteindre notre tranchée aux environs de la route de Grouy. Une contre-attaque les en a rejetés aussitôt. L'ennemi a laissé des morts sur le terrain et nous avons fait quelques prisonniers, dont un officier.

En Champagne, dans la région au nord-est de la butte du Mesnil, les Allemands ont dirigé cinq contre-attaques successives hier, en fin de journée et au cours de la nuit, sur les tranchées conquises précédemment par nous. Toutes ces tentatives ont été repoussées.

En Lorraine, activité des deux artilleries dans les secteurs de Reillon et de la forêt de Parroy. Dans la même région, plusieurs reconnaissances ennemies ont été dispersées par notre feu.

23 heures.

En Artois, la journée a été marquée par une série d'attaques allemandes, depuis la cote 140 jusqu'au chemin de Neuville à la Folie. Dans la matinée, première tentative, sans résultat, à l'ouest de la cote 140. Dans l'après-midi, après un bombardement violent de nos positions, l'ennemi a attaqué en quatre points différents de notre front. Trois de ces attaques ont été arrêtées net par nos tirs de barrage et notre feu d'infanterie. Au cours de la quatrième, l'ennemi a réussi à pénétrer dans notre tranchée de première ligne, à l'ouest de la cote 140. Il en a été chassé par une contre-attaque immédiate qui lui a infligé de graves pertes sensibles en morts et en blessés.

Un avion allemand, canonné par nos batteries, est tombé en flammes à l'est de Givenchy.

Au sud de Frise, une attaque à la grenade sur nos ouvrages a échoué.

A l'est de l'Oise, nous avons bombardé les organisations ennemies en face de Fontenoy.

Entre Soissons et Reims, l'artillerie allemande a été particulièrement active dans les secteurs de Soissons, Chassemy et la Pompelle. Nos tirs de barrage ont fait avorter des tirs d'infanterie en préparation.

En Champagne, au cours d'une action de détail entre la route de Navarin et celle de Saint-Souplet, nous avons fait des prisonniers.

A l'est de la route de Tahure à Somme-Py, l'ennemi a pris pied dans quelques éléments de tranchées avancées.

En Argonne, tirs de destruction sur les organisations adverses au nord du Four-de-Paris.

En Haute-Alsace, une attaque ennemie à l'est de Seppois a été enrayée par nos tirs d'artillerie.

Propos d'un grincheux

Diplomatie

Est-ce qu'on ne va pas bientôt nous laisser tranquilles avec les notes de M. Lansing, du président Wilson, de M. de Bethmann-Hollweg et du comte Bernstorff ? Voilà bientôt un an que ces personnages s'envoient continuellement, de petits papiers. Les memoranda suivent les notifications, et les protestations répondent aux menaces. Petites protestations, petites menaces. Il faut une âme d'avoué pour s'intéresser à ce petit jeu. Il faudrait un Balzac pour inventer ces amas de paperasses que les deux chancelleries augmentent chaque jour. L'autre matin, si j'en crois un beau titre qui flamboyait sur deux colonnes, toute la discussion roulait sur un mot. Les Etats-Unis voulaient dire que le torpillage du Lusitania est illégal et l'Allemagne refusait cette épithète. Qu'est-il arrivé ? Rien du tout. Ou plutôt une nouvelle note. Et une dépêche nous annonce aujourd'hui « qu'avant de signer un accord, le comte Bernstorff va demander à Berlin de nouvelles instructions au sujet de la nouvelle réponse de M. Lansing ». Je ne doute pas que le rédacteur de ce télégramme ne soit un humoriste, car il ajoute : « Il s'ensuivra de nouveaux pourparlers qui, vraisemblablement, dureront encore une dizaine de jours. »

Bien sûr ! Et la guerre sera finie avant que M. Lansing ait cessé de formuler des réserves et que le comte Bernstorff ait renoncé à ses représentations. Ne nous en occupons pas, voulez-vous ? Justement, on nous avertit que le président Wilson part en croisière sur son yacht May-flower. Est-ce que May-flower ne veut pas dire fleur-de-mai ? Attendons, non pas la fleur, mais les canons de mai.

De beaux canons, m'assure-t-on ?

Albert Savarus

Les profiteurs de la guerre EN ALLEMAGNE

Un vil mouvement de mécontentement s'élève en Allemagne. Malgré la censure, la presse, ou plus exactement la presse de gauche, proteste contre les gros bénéfices réalisés par tels individus ou telles sociétés au détriment de tout le peuple. En France, lorsqu'on a su que les bénéfices des raffineries Say avaient été plus considérables pendant l'exercice de guerre que pendant l'exercice de paix, ce fut une protestation générale ; qu'eussions-nous dit si les faits suivants, glanés au hasard dans la presse allemande, s'étaient passés chez nous ?

La guerre enrichit les sucriers allemands. La sucrerie de Frankenthal donne 30 0/0 de dividende cette année, au lieu de 21 0/0 l'an dernier ; la raffinerie de Tangermünde distribue 25 0/0 au lieu de 15 0/0, la sucrerie de Frau-stadt élève son dividende de 14 à 20 0/0.

Les industries sucrières de Bohême ont distribué des dividendes allant de 26 0/0 à 40 0/0 ! Dans l'ensemble, les actionnaires des raffineries austro-allemandes ont touché plus du double de ce qu'ils touchaient l'an passé malgré que beaucoup d'affaires eussent employé de très fortes sommes, prises sur les bénéfices, en fonds de guerre. (La seule sucrerie de Frankenthal, par exemple, y a consacré 700.000 marks.)

Les raffineurs ne sont pas les seuls profiteurs de la guerre. Les fabricants de denrées alimentaires, les fabricants d'engrais chimique, entre autres, voient leurs caisses se remplir avec une rapidité incroyable. La fabrique de superphosphates de Nordcham a augmenté ses amortissements. Cette année, elle est parvenue néanmoins à donner un dividende de 9 0/0, tandis que l'an passé elle n'avait distribué que 6 0/0 sans amortir son capital. La fabrique d'amidon et de sirops de Scholten porte son compte-courant de 313.000 marks à 1.427.000 et distribue cependant 20 0/0 de dividende au lieu de 13.

Toutes les affaires métallurgiques réalisent aussi des gains considérables. La

fabrication de coffres-forts et de machines Schladitz, de Dresde, donne 12 0/0 au lieu de 6 0/0 aux actions de préférence, et 7 0/0 au lieu de 1 0/0 aux actions ordinaires. La maison Elsbach, de Herford, a doublé son bénéfice net et donne 12 0/0 de dividende au lieu de 8 0/0. Les laminoirs de Boesperde, qui n'avaient rien distribué l'an dernier, donnent 6 0/0 ; les établissements Anker, de Bielefeld, procèdent à de larges amortissements et distribuent 10 0/0 (ils n'avaient pas donné un pfennig en 1914).

Même abondance chez les constructeurs de navires. Les chantiers de constructions maritimes Seebeck, qui n'avaient rien distribué l'année précédente, procèdent à des amortissements considérables et servent à leurs actionnaires un intérêt de 10 0/0.

Quant à la maison Krupp, le ressort du bilan qu'elle vient de publier que ses bénéfices nets ont atteint, pour l'exercice 1914-1915, en chiffres ronds, 96 millions de marks contre 41 millions en 1913-1914, et 44 millions en 1912-1913.

Or, tandis que les gros industriels allemands gagnent ce qu'ils veulent, les ouvriers, les employés, les malheureux supportent toutes les privations que leur infligent la vie chère, les jours sans viande, les jours sans graisse, les allocations insuffisantes servies aux femmes de mobilisés. Le contraste est trop violent pour passer inaperçu. Les socialistes se chargent de le souligner.

Au moment de publier son bilan, la maison Krupp fut un peu embarrassée. Il est gênant, malgré tout, de trop gagner en temps de guerre... surtout quand le gain est public. On s'avisa donc, à Essen, qu'il était urgent de prendre ses précautions ; on voulut répondre par avance à la campagne qu'on pressentait.

Divers journaux conservateurs publièrent l'avis suivant : « La famille Krupp n'a pas voulu, en cette année de guerre, distribuer un dividende excessif. Il restera fixé, comme l'année passée, à 12 0/0. Le surplus sera réservé à des œuvres sociales. En particulier, un capital de 20 millions de marks sera consacré à une fondation Krupp pour les familles nombreuses des soldats tués ou grièvement blessés ; 3.700.000 marks seront versés à diverses sociétés d'assistance militaire... »

D'autre part, tandis qu'en 1913-1914 la famille Krupp avait versé 4 millions de marks à des œuvres diverses intéressant des ouvriers de la Maison, tandis qu'en 1913-1914 elle avait versé 6 millions, elle en donna 16 en 1914-1915, dont 3 millions à la caisse des retraites, 5 aux ouvriers mobilisés, 5 aux maisons ouvrières (création nouvelle), 3 à des asiles d'ouvriers invalides (création nouvelle).

Tous ces dons n'empêchaient pas, d'ailleurs, les Krupp de consacrer 5 millions aux « amortissements spéciaux » et 10 millions à la « réserve de guerre ».

Les journaux pangermanistes crièrent bien haut leur admiration. La *Tägliche Rundschau* écrivait, par exemple : « Un acte pèse plus que des mots et des mots. La famille Krupp a mérité par son geste magnifique la gratitude de tout homme qui s'intéresse aux questions sociales, les remerciements de tous les Allemands. Pour contribuer à la solution du plus grand des problèmes que posera la paix à nos consciences, elle a donné, non pas seulement des dizaines de millions, mais un puissant concours moral ; elle a donné un immense exemple qui s'opposera comme un solide rempart à l'envie et à la convoitise déchaînées contre quiconque est supposé tirer profit de la guerre... »

Les socialistes, au contraire, ne se déclarèrent pas satisfaits. On lut, dans la *Leipziger Volkszeitung*, l'entrefilet suivant, qui mérita d'être cité, car il montre l'importance qu'on attache en Allemagne au problème des bénéfices de guerre : « L'intérêt que la Société Krupp avait manifesté jusqu'à présent aux œuvres sociales paraissait à la plupart des travailleurs tout à fait insuffisant. On lui faisait principalement grief d'avoir organisé l'assistance qu'elle était obligée d'accorder, de telle manière que les ouvriers se trouvaient comme enchaînés à l'entreprise et hors d'état de réclamer, par l'entremise des syndicats en particulier, aucune amélioration sérieuse dans les conditions de travail ou de salaire. L'avenir nous apprendra si les institutions nouvelles doivent donner des résultats meilleurs... » Et, abordant le problème général, le journal socialiste ajoutait : « Il serait à souhaiter que l'industrie de l'armement tout entière imitât cet exemple. Il lui en resterait toujours assez. Si même tous se contentaient comme Krupp du dividende du temps de paix, qui, d'ordinaire, était déjà gras-souillet, ils ne seraient pas à plaindre... Le peuple n'aurait certes pas compris que la Société Krupp mit dans sa seule poche un gain que la guerre mondiale a rendu gigantesque... Ce qu'on nous donne actuellement pour un acte de largesse volontaire doit devenir une obligation légale. Les profits de la guerre, œuvre de tous, doivent, pour une très grande part, revenir à tous. »

Voilà donc la question de l'impôt sur les bénéfices de guerre nettement posée en Allemagne. Elle met le gouvernement dans une situation délicate. S'il accepte l'impôt, il mécontentera gravement tous les rois et princes de la mé-

allurgie, de l'industrie chimique, du sucre et autres industries alimentaires. Plus la guerre dure et plus ces gens gagnent, et plus leur moral excellent ; ils ne demandent, naturellement qu'à « tenir » le plus longtemps possible. Mais, si on leur confisque leur gain... ils deviendront pacifistes. — Par contre, si le gouvernement écarte l'impôt sur les bénéfices de guerre, il exaspérera le peuple qui souffre, les petits commerçants ruinés, les ouvriers, tous les humbles, et c'est là courir un gros risque. Dans l'un ou l'autre cas, nous marquerons des points.

André Faure

Hors d'Œuvre

COURAGE CIVIL

Mme T... reçoit une lettre du bureau des renseignements la priant d'aller retirer la succession de son fils, soldat de 21 ans, tué en septembre dernier.

La mère en deuil se présente au guichet.

— Vous n'êtes pas en règle, madame. Il faut que vous nous apportiez un certificat de propriété.

— Pourrais-je savoir quels objets ont été trouvés sur le corps de mon fils ?

— Non. Revenez quand vous aurez la pièce.

Mme T... se rend à la mairie avec deux témoins, pour faire établir le certificat de propriété. Mais, là encore, elle n'est pas en règle, car elle devrait présenter son livret de famille ; son livret de famille est resté à Laon, d'où elle est originaire, et Laon est en pays envahi...

— Hum ! fait l'employé méfiant. Alors, comment se fait-il que vous soyez ici ?... Et puis, rien ne me prouve que vous avez été mariée, car la succession de votre fils, au cas où il ne serait pas légitime...

Néanmoins, grâce à l'assistance de ses témoins, Mme T... obtient son certificat. Et le lendemain, elle se rend au bureau des renseignements à 2 heures, c'est-à-dire à l'heure officielle d'ouverture du guichet.

A 5 heures, arrive l'employé méfiant. Il prend le certificat de propriété, le déchire et remet à la mère une petite enveloppe qui contient la succession de son fils. L'enveloppe renferme... la médaille d'identité du soldat T...

La mère, contenant un sanglot, demande : — On n'a pas trouvé... sa montre, son portefeuille ?

— C'est tout, affirme l'employé. Nous prenez-vous pour des voleurs ?

L'admire l'employé de la mairie et l'employé du bureau des renseignements. Pour faire ce métier-là, pour le faire de cette façon-là, il faut avoir le cœur ceint d'un triple arçon. Si j'étais homme et qu'il me fallût choisir, j'aimerais mieux plonger ma baïonnette dans le ventre des Boches que de souffler d'un règlement le visage douloureux d'une mère en deuil.

Mais tous, grâce à Dieu, ne montrent pas ce stoïcisme surhumain ou inhumain. Je vous conterai demain l'histoire d'un brave bureaucrate au cœur faible qui, traité aux règlements, parjure à l'administration, pitoyable aux administrés, eut néanmoins la chance de n'être pas révoqué.

ZETTE.

Ce qu'il ne faut pas croire

sans réserves

Que « toutes les verreries allemandes ont fermé hier, par suite du manque de matières premières ». (Dépêche de Genève du 13 février.)

La Guerre ruine les neutres

Genève, 8 février. — Le trafic des marchandises en Suisse augmente sensiblement. Outre le bois, la paille et le foin, le vin et les pommes de terre d'Allemagne, nous recevons, en ce moment, de grandes quantités de marchandises ; en particulier, du coke. L'augmentation du trafic se fait sentir par le grand nombre de trains qui partent à vide pour l'étranger.

Le transport du blé venant des ports français du Midi avec du matériel roulant suisse continue régulièrement.

De Nantes, nous est aussi arrivé un gros envoi de fer. Par Verrières et Delle, il passe beaucoup de bois en France.

Les envois de légumes et de fruits du Midi et de l'Italie sont en augmentation. Les porcs arrivent.

Cette dépêche de l'Agence Havas semble d'une ironie tout à fait charmante à l'heure où notre presse se félicite de voir « tirer le dernier verrou » qui soumet l'Allemagne au régime cellulaire et « boucher la dernière fissure » par où nos produits pourraient s'écouler en pays ennemi.

La poste est surchargée

Un postier nous écrit une lettre fort raisonnable dont nous détachons les réflexions suivantes :

Nous ne nous plaignons pas du travail supplémentaire qu'il nous faut fournir pour remplacer nos camarades mobilisés. Nous ne nous plaignons pas du surcroît de besogne résultant de l'extension des franchises tant que cette mesure est utile ou du moins inoffensive.

Mais ce que nous sommes à même de constater et de déplorer, c'est la facilité avec laquelle les fonctionnaires abusent de ces franchises, au détriment de correspondances particulières autrement importantes.

En effet, les préfets, procureurs, commissaires spéciaux, n'ayant pas à se gêner pour le prix que ça leur coûte, traitent journellement par fil, en une littérature très délayée, des affaires qui s'accommode-

raient parfaitement de la voie postale. Certains de ces télégrammes occupent les lignes pendant plus d'une heure... Et pendant ce temps-là, les télégrammes d'affaires attendent.

Depuis longtemps, les associations de postiers demandent, dans l'intérêt même des correspondances officielles urgentes, la suppression de toutes les franchises télégraphiques, les fonctionnaires de tout ordre étant admis à se faire rembourser les taxes des télégrammes dont la nécessité aurait été reconnue.

Recettes de cuisine

Tous les commandants de compagnies ont reçu une recette de cuisine signée : « J. Thierry », et relative à l'art de préparer le riz en campagne. (Fascicule additif aux volumes 7 bis et 7 ter du *Bulletin officiel*. — Edition méthodique.)

Cette recette a été longuement étudiée dans les bureaux et a fait l'objet d'innombrables rapports, enquêtes, commissions et expériences. Le riz ainsi préparé doit, par conséquent, être excellent.

Le document, fort long, contient des indications précieuses et tout à fait inattendues.

Exemple : « Pour le riz au lait, faire cuire le riz avec du lait... »

Le seul reproche que nos poilus fassent à cette recette, c'est qu'il y est tout le temps question d'une casserole en fonte ou en terre qu'il faut mettre sur un feu vif, puis retirer du feu vif pour en extraire l'eau, puis remettre sur un feu doux, et enfin retirer complètement.

Or, sur le front, il n'y a pas de casseroles en fer ni de casseroles en fonte. Les rédacteurs du fascicule additif aux volumes 7 bis et 7 ter ignorent que tous les corps ont été dotés d'ustensiles appelés : « cuisines roulantes. » Pour mettre, enlever et remettre ces cuisines roulantes sur le feu, pour les démonter et les remonter trois fois dans une heure, il faudrait des équipes de mécaniciens spéciaux dont la circulaire ne fait pas mention et qui ne sont pas fournis avec le riz par l'intendance.

Pas de confettis !

Aucune réjouissance ne sera, cette année, organisée ou tolérée à l'occasion du Mardi-Gras. Les confettis sont interdits, ainsi que les bals, les serpentins et les masques.

Telles sont les dispositions prises par le préfet militaire de Strasbourg à l'occasion du Carnaval. Il est sûr d'être obéi. Peu de Strasbourgeois doivent avoir envie de jeter des confettis.

« Comptes d'apothécaires »

Contre l'article publié par Zette sous ce titre, un pharmacien proteste en nous envoyant un précieux renseignement :

Certains potards vendent le cachet d'antipyrine au prix de 30, 35, 40 centimes. Vous protesterez. Vous aurez tort. Car cette antipyrine guérira votre migraine.

D'autres pharmaciens vous vendront ce cachet 15 centimes. Vous ne protesterez pas. Vous aurez tort. Car ce cachet contiendra 50 0/0 de poudre inerte, ou plus simplement la moitié de la dose d'antipyrine demandée. Et vous garderez votre migraine.

Notre correspondant a une singulière façon de défendre ses confrères. Nous ne voulons pas ajouter foi à ce qu'il affirme ; nous préférons croire que l'antipyrine est toujours de l'antipyrine, mais que son prix varie à l'infini, selon le lieu, l'heure, les conditions climatiques, la situation politique, l'humeur du pharmacien et la tête du client.

Musique

Ne serait-il pas possible de donner aux trompes des autos postales, dans l'intérieur de Paris, un son différent de celui qui devrait caractériser les trompes des sapeurs-pompiers ?

Depuis les dernières alertes, lorsqu'une auto postale circule le soir, tous les habitants des quartiers situés sur son parcours, suivant leur tempérament particulier, descendent dans leur cave, ou montent sur leur toit pour voir le zeppelin.

La crise du français

Au verso de l'Almanach des postes et télégraphes, nous trouvons avec joie cet article 3 :

3. Distribution des lettres dans Paris. — Il est fait sept distributions de lettres par jour. Les deux premières ont lieu seulement les dimanches et fêtes.

Les autres jours, on commence par la troisième.

On demande un chien ratier

Un caporal brancardier du 3^e bataillon du 102^e d'infanterie (secteur postal 70) demande aux lecteurs de l'*Œuvre* un chien ratier.

Les beaux titres

De l'*Echo de Paris* :

LE MOINE MÉNÉLAS
recevait
DE LA BENZINE

Qui a lu l'*Œuvre* aujourd'hui
la tira demain

Géographie de la guerre

BALE Ville suisse et rhénane

Les événements de la guerre et spécialement l'affaire des colonels et les incidents de Lausanne ont révélé plus nettement que jamais de quel complexe est faite la Suisse. Dans ce pays qui n'est pas centralisé, qui comprend vingt-cinq Etats confédérés, chaque canton, chaque ville est plus que partout ailleurs un complexe, comme l'ont si bien montré les enquêtes d'Achille Plista, publiées ici même. Savoir sur quels éléments urbains ou ruraux nous pouvons compter, est la première condition de toute propagande française efficace. Le tableau de géographie humaine que nous présentons ici, à propos de Bâle, est dû à un homme qui connaît fort bien la Suisse ; et nous croyons la connaître assez bien pour nous en porter garant. — J. B.

A l'un des principaux carrefours de Bâle s'élève un noble monument dit le monument de Strasbourg, édifié pour commémorer le souvenir du siège de Strasbourg, en 1870, et de l'assistance que lui fournirent les Bâlois et les Zurichois. On y voit la Ville de Strasbourg, défaillante, soutenue et protégée par les envoyés des deux villes sœurs, qui lui apportent le réconfort. Cette réplique à notre statue de Strasbourg de la place de la Concorde est bien représentative de l'esprit de la cité rhénane, qui a toujours vécu en communauté de sentiments avec nos anciennes villes du Rhin, et le monument s'élève comme une protestation contre la violence faite, en 1871, à leurs frères d'Alsace. On se rappelle, d'ailleurs, que l'opinion publique de la Suisse allemande fut extrêmement hostile, pendant toute la durée de la guerre de 1870, à l'Allemagne, et qu'à Zurich ces sentiments se traduisirent par une manifestation violente, au cours de laquelle des officiers prussiens furent poursuivis dans la rue.

Ce monument, œuvre de notre sculpteur Bartholdi, date de 1895, et l'on peut dire que, depuis cette époque, l'esprit des Bâlois d'origine, des « bourgeois » de Bâle, n'a pas changé. Parlant allemand, ou plutôt un dialecte dérivé de l'allemand qui se rapproche du dialecte des campagnes d'Alsace, mais menacés d'être lentement submergés par le flot croissant de l'immigration du pays de Bade et du Wurtemberg, ils résistent à l'emprise de l'esprit allemand, et veulent rester suisses d'abord, bâlois ensuite ; s'ils avaient à s'unir à quelqu'un en dehors de la Confédération, c'est assurément avec les Alsaciens qu'ils se sentiraient le plus d'affinité, comme au temps où Mulhouse était liée avec les cantons suisses. De toutes les cités qui s'échelonnaient autrefois le long du Rhin, de Bâle à Cologne, par Strasbourg-sur-Ill, Spire, Worms, Mayence, et dont l'orgueil s'égalait aux plus fières capitales, Bâle, qui est la première en descendant le fleuve du sud au nord, est la seule qui ait gardé aujourd'hui, dans le pacte librement consenti du lien fédéral, son indépendance et sa personnalité d'antan. C'est que, chez les Bâlois, le patriotisme municipal, l'esprit de la commune du Moyen-Âge a survécu aux vicissitudes politiques et s'allie au patriotisme national, sans lui céder.

Ainsi l'état d'esprit des Bâlois, par rapport aux Allemands de l'Empire, est bien plutôt celui de la méfiance que celui de la sympathie. Ils voient avec déplaisir cette immigration allemande, qui affecte, comme à Zurich, des allures conquérantes, à mesure que s'augmente son effectif. Cette entrée en masse est une des causes qui ont développé si rapidement la population de la ville, laquelle comptait seulement 21.000 habitants en 1835, lorsque le canton se scinda en deux demi-cantons, Bâle-Ville et Bâle-Campagne, et qui possédait avant la guerre environ 150.000 habitants avec les faubourgs, dont un tiers d'étrangers. Sur ce total, les Allemands nâtifs ou naturalisés sont nombreux ; ils peuplent l'annexe industrielle du Petit-Bâle, sur la rive droite du fleuve, et on pouvait les voir, avant la guerre, franchir chaque matin la frontière toute proche des dernières maisons de Bâle, et qui coupe en deux la localité d'Huningue, attirés par les hauts salaires de la ville. Rien d'étonnant à ce que leurs agences de renseignements foisonnent, dans cette ville cosmopolite située à l'extrême frontière, à cheval sur quatre pays, France et Suisse, Alsace et Allemagne, et l'activité de la police bâloise n'a pas suffi toujours à déloger tous ces espions.

A cette infiltration allemande par le dedans répondent les menaces par le dehors, à peine dissimulées ces années dernières. La frontière de la Suisse, qui suit en gros le cours du Rhin, fait là un saillant qui englobe une partie de la rive gauche, aux dépens du grand-duché de Bade, et qui est la contre-partie du saillant allemand de Constance. Ce territoire a été placé sous le commandement d'ouvrages fortifiés, construits par les Allemands tout près de la frontière, dont ils violent moralement la neutralité : ainsi l'ouvrage d'Huningue, ainsi le fort d'Istein, construits sur un rocher du Rhin, dont les projecteurs fouillent la nuit, la campagne et les toits de la ville. Le grand Bâle et le petit Bâle vivent ainsi sous la menace du canon allemand, et l'on comprend l'angoisse des habitants lorsqu'ils apprennent la violation de la neutralité de la Belgique, le 4 août 1914.

Sait-on que, jusqu'à la guerre de Crimée, la Fédération entretenait une garnison, l'unique armée « permanente » de la Suisse, dans la seule ville de Bâle ? Était-ce un pressentiment ?

Ces craintes et ces menaces sont la rançon de la situation privilégiée de Bâle, à laquelle la ville doit son magnifique développement. Bâle n'est pas seulement la première grande ville de cent mille âmes située sur le Rhin ; placée au coude du fleuve, par conséquent au point où celui-ci se rapproche le plus de la plaine de la Saône, elle se trouve au débouché de deux vallées jurassiennes, la Birse et l'Elgoiz, qui ouvrent des communications faciles vers l'arrière-pays. La vallée de la Birse était empruntée jadis par la poste de « is », par Mönchenstein. Celle de l'Elgoiz conduisit au passage du Hauenstein, suivi jadis par une voie romaine, percé, depuis 1854, par un tunnel, le premier tunnel important de la Suisse, par où passe la ligne de chemin de fer qui unit Bâle au reste du pays. Depuis 1875, Bâle possède, par une seconde percée du Jura, le tunnel du Bötzelberg, sa liaison directe avec Zurich. Grâce à toutes ces lignes, grâce à la ligne de France, directe par Mulhouse, indirecte, mais toute sur territoire suisse, par Delémont, Bâle est devenu un des centres essentiels de la Suisse, que l'on a si souvent appelée la « plaque tournante » de l'Europe.

Par Bâle passaient normalement les express Paris-Vienne, de la ligne de l'Arberg. La gare de Bâle, refaite ces années dernières, est devenue la plus vaste du réseau suisse. Mais, sur les voies ferrées bâloises, comme sur le territoire suisse et sur toute la ville, pèse la menace allemande, qui prend la forme d'une dérivation de trafic. Sur la rive gauche, là où aboutissent les voies ferrées de la Forêt-Noire, s'élève la gare allemande, dite « gare badoise », dont les voies de garage, multipliées à l'infini, sur la frontière même, ne sont autres que des quais de débarquement tout préparés. Enfin, une voie ferrée nouvelle, ouverte grâce à des tunnels coûteux, sous les contreforts de la Forêt-Noire, évite systématiquement le territoire suisse, dont elle suit la frontière tout du long, et son intérêt stratégique, manifesté par les événements depuis un an, était évident bien avant la guerre.

Ce réseau ferré a encore accru la prospérité de Bâle. Comme ville d'échange et de banque, c'est la première de la Suisse. La douane de Bâle enregistre le tiers des entrées et des sorties de la Confédération. Le mouvement financier, à la Bourse, est de 500 millions par an. Enfin, le nombre des millionnaires dépasse celui de toute autre ville suisse : trois cents, dit-on. Place de commerce, Bâle devait devenir aussi ville d'industrie, d'autant plus que la main-d'œuvre est à bon marché dans la campagne voisine. La fabrique de Bâle s'est développée, au XIX^e siècle, parallèlement à celle de Mulhouse, quoique dans d'autres voies industrielles. Enfin, Bâle se souvient qu'elle doit son origine au Rhin et, de nouveau, elle se tourne vers le fleuve pour remettre son lit en état et participer au grand mouvement de trafic qui a ressuscité en ces dernières années l'antique voie commerciale du moyen âge. Le point terminus de la navigation, qui a été Mannheim et qui est aujourd'hui Strasbourg, va prochainement être reporté à Bâle, en attendant qu'il remonte jusqu'au lac de Constance, d'où le trafic s'irradiera par toute la Suisse. Ainsi Bâle redeviendra, pour les voies d'eau, ce qu'elle est déjà pour les voies de terre, la porte d'entrée « royale » de la Suisse, rôle auquel la prédestinait son nom d'origine grecque, *Bâle, Basel, de Basileia*, la royale, et qui se retrouve encore dans son nom officiel italien : *Basilea*.

On comprend l'attention que la France d'aujourd'hui et de demain doit porter à cette porte d'entrée, au carrefour de la Suisse jurassienne, de l'Alsace, de la Franche-Comté, de la Bourgogne et de la Forêt-Noire. Notre tâche doit être d'y fortifier sans cesse le noyau des vieux Bâlois fidèles aux traditions helvétiques, c'est-à-dire à notre influence et à notre civilisation, par réaction contre l'emprise germanique, qui s'étale partout, des devantures des boutiques aux suppléments illustrés du dimanche qui arrivent tout imprimés d'Allemagne. Bâle a été trop souvent, pour la « culture » germanique, un poste avancé ; elle doit rester, pour les amis de la nôtre, un poste d'observation, de telle façon que l'on puisse demander de temps en temps au gendarme monté sur la tour Saint-Martin de la vieille cathédrale bâtie en grès rouge des Vosges : « Veilleur, n'est-ce pas la France pacifique et amie qui, sur l'autre rive du Rhin, s'avance et s'immalle ? »

Paulin Girard

Les militaires de l'armée d'Orient auront des permissions

M. Pierre Deyris, député des Landes, ayant demandé au ministre de la guerre quand les officiers et soldats qui ont fait campagne en Orient auraient des permissions, le général Gallieni lui a répondu que la question était à l'étude. Des que les nécessités d'ordre militaire le permettront, des permissions seront accordées aux officiers et soldats qui en feront la demande et qui, présents aux armées depuis six mois, au moins, quels que soient les fronts sur lesquels ils auraient servi (Nord, Est, C. B., armées d'Orient) n'auraient pu se rendre encore dans leurs foyers.

DERNIÈRES NOUVELLES

LES MINISTRES FRANÇAIS A ROME

Entente de grande importance

Rome, 13 février. — Les derniers échos du voyage de M. Briand à Rome ne laissent plus aucun doute sur le résultat hautement satisfaisant des conversations qui ont pris fin dans la journée d'hier.

Le *Messaggero* assure qu'hier à la galerie Borghèse, M. Salandra, malgré sa réserve habituelle, ne cachait pas à ses invités qu'il était heureux d'avoir conclu une entente de grande importance avec M. Briand et que les conversations de ces jours derniers étaient non seulement opportunes, mais nécessaires et qu'elles seraient fécondes.

Cette entente se traduira sans doute par la convocation à Paris d'une conférence à laquelle seront délégués, d'après le *Messaggero*, M. Tilton, ambassadeur d'Italie, et le général Porro.

Avant son départ, M. Briand a exprimé à un collaborateur du *Messaggero* sa satisfaction complète au sujet du résultat de son déplacement.

Le président du conseil a ajouté : « Nous aurons à Paris une conférence des représentants politiques et militaires des Alliés. L'unité d'action des puissances de l'Entente, réclamée, est désormais en voie de réalisation. La conférence sera précédée d'une réunion des délégués des états-majors alliés qui aplaniront les difficultés en apportant à leurs collègues politiques les renseignements techniques nécessaires à leurs délibérations. »

La Quadruple forme un bloc

On mande de Rome que, si les points concrets de l'accord ne sont pas encore connus, on sait par les conversations des hommes politiques, d'abord que l'accord existe, que MM. Salandra et Briand en sont extrêmement satisfaits, et que les relations de l'Italie avec ses nouveaux alliés sont entrées dans une phase d'intimité réelle et durable.

Ainsi les divisions internes de la Quadruple, espérées par le camp germanique, apparaissent dès maintenant comme chimériques ; l'accord, ainsi que l'a annoncé M. Briand lui-même, est réalisé et la Quadruple forme désormais un bloc qui n'aura rien à envier en cohésion à celui de l'Allemagne et de ses vassaux. Evidemment, il ne pouvait être question de créer un orga-

Echec allemand à Garbounowka

Communiqué russe

Pétrograd, 13 février. — Front occidental. — Dans le secteur de Riga, duel d'artillerie intense dans les régions d'Olaï et de Boercumunde.

Notre artillerie a provoqué une explosion dans les lignes ennemies dans la région de Vever, au sud d'Ilkskul.

Dans la région de Jacobstadt, une troupe allemande a tenté de s'approcher de nos tranchées à l'ouest de Liövenhof, mais nos éléments lancés contre l'adversaire l'ont rebouté.

Dans les secteurs de Dvinsk, on a constaté le feu le plus intense près de Ilouksti, où les Allemands ont jeté des bombes à main avec gaz asphyxiants.

La tentative allemande d'envelopper le village de Garbounowka que nos troupes venaient d'enlever a été repoussée par nos troupes croisés.

Mer Noire. — Le 11 février, nos torpilleurs ont démolé, par le feu de leur artillerie, des ponts dans la région du littoral; ils ont aussi coulé huit voiliers.

Front du Caucase. — Dans les combats qui se livrent dans la région d'Erzeroum, nos troupes, au milieu de neige épaisse et par une température au-dessous de 25 degrés, forcent des défenses impenetrables et continuent à progresser. Nous avons fait prisonniers quelques dizaines d'officiers et plus de 700 Askéris ; nous avons pris aussi sept canons, des mitrailleuses, des caissons d'artillerie, un dépôt de munitions et pris en outre plus de mille têtes de bétail. Notre bombardement a produit une violente explosion dans un fort de la place forte d'Erzeroum.

Nos troupes ont délogé les Turcs des positions de la région de Knys ; elles ont occupé, après le combat, la ville de Khop.

Persé. — Dans la région d'Hamadan, nous avons occupé la ville de Douletabad.

Pourquoi Vilna a brûlé

Pétrograd, 13 février. — Il ressort des dépositions de prisonniers allemands que l'incendie qui détruisit presque tous les faubourgs de Vilna a été provoqué par les Allemands qui ont voulu ainsi, sans excuser la population, se débarrasser des bâtiments qui les empêchaient de fortifier la ville.

Les milieux militaires compétents font ressortir que la prise par les Russes, signalée dans le communiqué d'hier, du village de Garbounowka, par où passe la route la plus courte allant sur Dvinsk, rend la défense de cette ville encore plus sûre.

ZEPPELINS DANS LA MER DU NORD

Londres, 13 février. — De Christiania au Morning Post :

« Les passagers du steamer norvégien *Atle Jarv*, effectuant le service de Newcastle, qui sont arrivés hier à Stavanger, racontent que, vendredi dernier, à huit heures du soir, à 124 milles de la côte anglaise, ils virent quatre zeppelins volant à toute vitesse vers l'ouest. L'un s'arrêta et évolua autour de l'*Atle Jarv*, descendant très bas, au risque même de toucher les mâts du bateau. »

S'étant rendu compte que le navire appartenait à une puissance neutre, le zeppelin remonta et poursuivit son voyage en se dirigeant à toute vitesse vers l'ouest.

La Conférence de Paris

Partant de ce principe admis de part et d'autre, le *Giornale d'Italia* dit :

« C'est pourquoi il n'est pas besoin, lorsqu'il s'agit de prendre des accords diplomatiques et militaires, d'établir un organisme permanent à Paris, qui doit être justement considéré comme le centre de la Quadruple-Entente. Il suffit seulement de tenir, quand il est nécessaire, des réunions des représentants des divers gouvernements et des états-majors. »

« Nous croyons savoir qu'à la prochaine réunion qui se tiendra à Paris nous verrons participer des représentants des grands puissances alliées : France, Angleterre, Russie et Italie. Il est certain que de telles affirmations de concorde exerceront une influence même sur l'ennemi qui court derrière la chimère d'une paix séparée et des discordes de la Quadruple. »

« Nous pouvons donc conclure que, pour la pleine fusion des intentions de l'Italie et des autres puissances alliées, le voyage de M. Briand à Rome a été incontestablement d'une grande utilité. »

Pour les pauvres et les blessés

Rome, 13 février. — M. Briand a fait remettre au maire cinq mille livres pour les pauvres de Rome.

Il a également laissé mille livres pour l'hôpital français où sont soignés des blessés italiens.

Dans la zone des armées

Udine, 13 février. — Ce matin, M. Briand et la mission française avec l'ambassadeur de France, M. Barrère, et le sous-secrétaire d'Etat à la guerre, M. Elia, sont arrivés dans la zone des armées. Ils ont été reçus par les autorités militaires. Ils ont traversé en automobile plusieurs bourgades et localités pavoisées, aux applaudissements de la foule, et ont gagné le quartier général au milieu des acclamations.

L'OFFENSIVE ALLEMANDE

Bruits et conjectures

Genève, 13 février. — Il court depuis quelques jours des rumeurs diverses qui ne donnent aucune idée de la situation réelle. On prétend que l'offensive allemande se produirait incessamment sur le front français. Ces rumeurs — est-il besoin de le dire? — viennent pour la plupart de l'autre côté de la frontière allemande. Il n'en est pas moins curieux de les signaler et c'est à ce titre qu'on notera l'information qui a précisément consacré hier soir, à ces rumeurs, le *Berner Tagblatt*, journal à tendances germanophiles.

Examinant la situation militaire, le *Berner Tagblatt* indique que l'intérêt manifesté des Allemands est de porter le plus tôt possible un coup sensible aux armées franco-anglaises, dont la puissance est intacte. « Si, dit-il, l'on rapproche certains faits comme le bombardement de Nancy et de Belfort et le voyage d'inspection du Kronprinz sur le front de la Haute-Alsace, on est amené à penser que c'est probablement de ce côté que portera le prochain effort des armées allemandes. »

Genève, 12 février. — Les *Basler Nachrichten* rapportent que dans toutes les localités de la frontière suisse-allemande, le bruit circule avec persistance que l'empereur Guillaume inspecterait prochainement le front des Vosges et les positions allemandes. Le long de la frontière suisse, à Hagenthal, on avait même fait des préparatifs pour recevoir l'empereur aujourd'hui.

Genève, 13 février. — Les *Dernières Nouvelles de Fribourg* (journal allemand sous masque suisse), annoncent que le Kronprinz a séjourné mardi dernier plusieurs heures à Mulhouse et a passé les troupes en revue.

COMBATS D'ARTILLERIE

Rome, 13 février. — Actions habituelles de notre artillerie avec résultats utiles, notamment contre des colonnes et des chars sur les pentes est du Blaene (vallée de Lagarina), contre des groupes ennemis dans les environs de Luserna (vallée de l'Asio) et sur la gare de Caldrazzo (vallée de Sugana).

Dans la vallée de Sexton, nos tirants ont frappé et incendié l'hôtel des Dolomites, dans le vallon de Fischlein.

Dans le bassin de Plezzo (Haut-Isone), à l'aube du 12 février, l'ennemi, par une attaque de surprise effectuée en force, a réussi à pénétrer dans un de nos retranchements, dans la zone du Rombon.

Dans le secteur de Gonizia, des batteries ennemies, tirant de Saint-André de Rubbia et de Savogna, contre nos positions sur Podgora, ont été réduites au silence par notre artillerie.

Signé : CADORNA.

Des avions autrichiens bombardent Ravenna, Bottrighe et Codigoro

Rome, 13 février. — L'Agence Stefani publie le communiqué suivant : « Hier après-midi, des avions ennemis ont survolé Codigoro, dans la province de Ferrare, Bottrighe, dans la province de Rovigo, et Ravenna. Ils ont lancé des bombes qui ont causé dans la population civile quinze morts et plusieurs blessés, dont quelques femmes et enfants. A Codigoro et à Bottrighe, on a à déplorer de légers dommages matériels. A Ravenna, l'hôpital civil, qui est le siège de la Croix-Rouge, et la basilique de Saint-Apollinaire, dont une partie de l'avant-porché a été démolie, ont été atteints et endommagés. »

QUE FAIT LA ROUMANIE ?

Intrigues germano-bulgares

La propagande austro-allemande, très active, cherche à créer des difficultés entre le roi et M. Brătianu, soit en publiant des nouvelles tendancieuses, soit en provoquant des incidents diplomatiques.

Les agents allemands achètent hâtivement des céréales à n'importe quel prix. Dans la dernière entrevue de M. Brătianu et de M. Radeff, le ministre de Bulgarie a développé cette thèse que la Roumanie devrait s'unir avec la Bulgarie et l'Allemagne pour attaquer la Russie.

M. Brătianu a répondu que la Roumanie avait intérêt à maintenir une neutralité armée.

Action des amis de l'Entente

Quelques journaux, surtout le *Romania Adverul*, publient un article démontrant que le salut du royaume est une alliance avec la Russie ; l'avenir de la Roumanie et les circonstances lui font un devoir de s'appuyer sur la Russie, alliée des puissances libérales, l'Angleterre, la France et l'Italie.

La Roumanie, organe de M. Take Jonesco, publie un remarquable article disant que la Roumanie est un Etat indépendant, conscient de sa souveraineté nationale ; instaurer un gouvernement allemand ou pseudo-allemand est d'une impossibilité absolue et imaginer que le roi est capable d'une pareille action serait faire injure à Sa Majesté. Nous refusons de croire à une pareille injustice et une pareille éventualité serait le signal de la guerre civile.

Mobilisation et réquisitions

La mobilisation de la Roumanie est complétée par l'appel d'une nouvelle classe ; l'état-major complète les défenses des Carpathes et des rives du Danube sur le territoire de la nouvelle Dobroudja.

Le gouvernement roumain réquisitionne les métaux, surtout le cuivre dont l'exportation est interdite ; il en est de même du cuir et l'on a refusé à la Bulgarie cent mille paires de chaussures pour paysans.

Les Allemands nourrissent-ils nos prisonniers ?

Un enquêteur répond : « Pas assez ! »

Genève, 13 février. — M. Ernest Fabre, Suisse, citoyen de Genève, revient d'Allemagne où il a obtenu l'autorisation officielle de visiter les camps d'officiers de Mayence et de Friedberg, ainsi que plusieurs camps de soldats, dont ceux de Darmstadt et de Cassel.

Or, la tradition veut que ceux qui reviennent de pareilles missions observent la plus grande réserve et qu'ils ne communiquent leurs impressions qu'à l'Agence internationale des prisonniers de guerre. M. Fabre se conforme à la tradition ; il ne communique à la presse qu'une note des plus laconiques. Cette note se termine cependant par ces mots : « M. Ernest Fabre revient avec la conviction que des efforts sincères sont faits dans le but d'améliorer le sort des prisonniers ; il constate cependant que l'envoi de vivres est nécessaire pour compléter l'alimentation. »

L'AFFAIRE DES COLONELS SUISSES

Réveil de l'idée helvétique

Genève, 13 février. — Le parti catholique genevois a décidé de ne pas participer à l'Assemblée populaire radicale cet après-midi. Les jeunes-radicaux s'abstiennent également, estimant, comme lui, que la réunion est sans objet puisqu'elle ne tend pas à la convocation immédiate des Chambres.

Le parti catholique estime que la convocation « à bref délai » ne suffit pas, car elle permettrait de différer jusqu'après le procès des colonels. Il estime que le pouvoir civil doit reprendre sa suprématie, que les pleins pouvoirs du Conseil fédéral doivent être supprimés et le régime constitutionnel rétabli.

Il demande enfin la suppression de l'ordonnance du Conseil fédéral soustrayant au jury populaire les offenses aux souverains étrangers, cette ordonnance d'importation étrangère étant incompatible avec l'honneur national.

NIAISERIES VIENNOISES

Genève, 13 février. — On mande de Vienne que la municipalité a décidé la construction d'une mosquée avec un minaret pour symboliser l'amitié des Autrichiens et des Turcs.

La mosquée sera édifiée dans le parc dit de la Redoute turque où les Turcs furent battus en 1683 par Sobieski, et forcé de lever le siège de Vienne, auquel ils avaient prétendu en massacrant la population des environs avec une férocité qui n'a été égale plus tard que par leurs alliés actuels, les Austro-Allemands.

M. DE TISZA EST INDULGENT

Genève, 15 février. — A la Chambre hongroise, le député Szmereczanyi, du parti catholique, a violemment attaqué le gouvernement, lui reprochant de n'avoir pas su empêcher les députés de se faire les intermédiaires pour la conclusion des marchés de la guerre.

Le comte Tisza a répondu que l'interpellateur exagérait ; il est inexact qu'un grand nombre de députés aient participé à ces marchés ; en réalité, il n'y en a pas plus de dix.

LE MEMORANDUM ALLEMAND

Berne, 13 février. — Un grand nombre de journaux allemands appréhendent que le memorandum n'ait un effet fâcheux sur les négociations relatives au *Lusitania*, qui ne sont pas encore terminées.

Le *Lohkalanzeiger* écrit que la chose principale est que la guerre sous-marine revive, car ce n'est que par la guerre sous-marine que l'Angleterre peut être atteinte directement.

AUTOUR DE SALONIQUE

Renforts français

Salonique, 12 février. — Des troupes françaises de renfort ont débarqué ce matin et ont défilé à travers la ville au son des clairons, se rendant au camp qui est en dehors de la ville.

L'aspect des troupes a impressionné les spectateurs grecs.

Le calme règne sur tout le front. Le temps, longtemps sec, a changé hier, et aujourd'hui il pleut à torrent. Le vent a tourné et la neige est attendue.

Les comitadjis sondent le terrain

Salonique, 12 février. — On signale une certaine activité des bandes bulgares dans les régions montagneuses de Korichovo et de Karadjova, bordant la frontière grecque au nord de Vodena, dans le but de terroriser la population en majorité koutzo-valaque et sans doute pour obtenir son concours dans des opérations militaires éventuelles.

Chichkoff, chef d'une des bandes, a tenté, il y a quelques jours, une incursion en territoire grec, mais cette tentative a échoué grâce à l'action énergique de la gendarmerie grecque qui a reçu l'ordre de traiter tous les comitadjis avec la plus grande sévérité.

COMMUNIQUE BELGE

Actions très violentes d'artillerie dans le secteur de Dixmude et la partie du front s'étendant au nord de cette ville.

En représailles des bombardements exécutés ces jours derniers par des avions allemands sur des localités habitées par des populations civiles, nos aviateurs ont, au cours des deux dernières nuits, attaqué avec succès l'aérodrome de Ghisteltes où ils ont provoqué un incendie.

LA CRISE DU PAPIER EN ALLEMAGNE

Deux mille revues et journaux supprimés

Amsterdam, 13 février. — Le *Hamburger Fremdenblatt* consacre au renchérissement du papier une étude qui le conduit à une conclusion pénible : c'est que les journaux allemands ne sont pas en état de supporter l'augmentation de 40 0/0 sur le prix du papier. Dès maintenant, deux mille journaux ou revues ont cessé leur publication ; si le gouvernement n'intervient pas, ce nombre augmentera avec une rapidité dont on se fera une idée si l'on tient compte de la progression observée en 1915 : au mois de février, 500 journaux et revues avaient déjà disparu ; de février à fin décembre, ce nombre s'est accru de quinze cents cas nouveaux.

AU CONGO BELGE

La Havre, 13 février. — Communiqué du ministre belge des colonies :

« Le commandant des forces belges au lac Tanganyika télégraphie en date du 9 janvier que la canonnière *Hedwig von Wissmann* a été coulée dans un combat naval au large de Toa-Albertville. »

« Deux Allemands ont été tués ; le reste de l'équipage, comprenant deux officiers, dix marins allemands et neuf matelots indigènes, a été fait prisonnier. »

« Les flottilles belge et britannique n'ont subi aucune perte. »

LA REVOLUTION CHINOISE PROGRESSE

Shanghai, 13 février. — Les troupes rebelles du Yunnan, qui sont appuyées par des détachements des garnisons de Sen-Tchouen sont parvenues après un combat prolongé à occuper Louchéou sur le Yangtsé. Les troupes du Kouéitchéou sont entrées à Houman. On signale également un certain désordre dans le Shansi.

BIPLAN RUSSO-ANGLAIS EN PERIL

Cadix, 13 février. — Un biplan portant le n° 1353, monté par un officier russe et par un officier anglais, a fait naufrage dans le détroit de Gibraltar.

L'accident qui s'est produit près de Tartifa, est attribué à une panne de moteur.

Prévenu par un radiotélégramme, un torpilleur anglais a quitté Gibraltar pour aller au secours des naufragés.

M. Vandervelde à Nice

Nice, 13 février. — Cet après-midi, une imposante manifestation a eu lieu à Nice en l'honneur du roi des Belges, devant une très nombreuse assistance. M. Vandervelde, ministre d'Etat, a prononcé un éloquent discours, fréquemment interrompu par les applaudissements de l'auditoire.

Après avoir lu un poème intitulé « La Nouvelle terre sainte », dont il est l'auteur, et qui a été également très applaudi.

LA TEMPETE

Alger, 13 février. — Le vent souffle en tempête depuis quelques jours sur tout le littoral algérien et particulièrement dans la région de Constantine. Plusieurs vapeurs se sont réfugiés dans le port de Bône.

Le vapeur anglais *Glenroy* a été jeté à la côte dans le golfe de Bougie.

Le navire qui avait une cargaison de minerais de cuivre a été coupé en deux. L'équipage est sauvé.

M. Carton de Wiart à Bordeaux

Bordeaux, 13 février. — Aujourd'hui, la Société belge de bienfaisance du Sud-Ouest a reçu au Poyer belge M. Carton de Wiart, ministre de la justice de Belgique, et M. Emile Royer, député de Tournai.

Le conseil de Belgique et de nombreux réfugiés assistaient à cette réception familiale.

M. Carton de Wiart est parti dans la soirée pour le Havre. M. Barthou avait quitté Bordeaux dans la matinée pour rentrer à Paris.

La franchise postale

QUI VEUT ECRIRE DOIT PAYER

Le jour où la mobilisation arrêta brusquement les affaires et appela sous les armes de nombreux citoyens, l'Etat se montra généreux. Il dispensa non seulement les locataires de payer leurs loyers et les commerçants d'acquitter leurs traites (ce qui lui coûtait peu), mais aussi les mobilisés et ceux qui leur écrivaient d'affranchir leurs lettres (ce qui lui coûtait beaucoup plus).

Des propriétaires et des fournisseurs impayés la situation se réglera... plus tard. Mais l'Etat voudrait bien faire cesser pour son compte, ou tout au moins atténuer fortement, le moratorium des timbres-poste. Il s'aperçoit que les frais courent toujours et que les recettes baissent, et il ne le peut supporter davantage. Il n'est peut-être pas le seul.

Le gouvernement a donc déposé un projet de loi qui restreint sensiblement la franchise postale jusqu'ici octroyée. Pour tous les mobilisés qui ne sont pas aux armées ou dans les hôpitaux, elle serait à peu près supprimée. On leur distribuerait deux timbres spéciaux tous les cinq jours et les lettres qu'ils reçoivent devraient être affranchies.

Les raisons invoquées à l'appui du projet sont singulières. On y reproche aux soldats d'abuser de la correspondance, d'écrire sans nécessité et seulement pour se distraire.

Voilà qui est inattendu. On se pique d'éduquer et de moraliser l'homme incorporé, fût-ce un barbon de quarante ans. On le prive d'aller au café quand il lui plaît ; on l'empêche de prendre la même consommation que son voisin, réformé, donc plus chétif. On ne lui tolère des cheveux que juste assez pour ne pas sembler chauve. C'est au nom de l'hygiène. Passons. Mais on va encore le blâmer parce qu'il se distrait en écrivant ! S'il se distrait de la sorte si fréquemment, ne serait-ce pas qu'il est désœuvré ? S'il est désœuvré, ne serait-ce pas qu'il est inutile ? S'il est inutile, ne vaudrait-il pas mieux le laisser à son usure, à son bureau, à son champ, où il ne coûterait rien à l'Etat, où il gagnerait de l'argent pour lui-même et pour le pays, où il affranchirait toutes ses lettres ?

Je sais bien qu'il ne s'agit, dans la mesure proposée, que de ceux de l'arrière, et j'entends déjà murmurer le mot qui a fait commettre tant d'injustices et d'erreurs : « les embusqués. »

Sont-ce des embusqués, les soldats des dépôts, évacués du front pour blessures ou maladie, et prêts à y retourner ? Embusqués aussi, les territoriaux grisonnants et les pères de cinq enfants maintenus sous les drapeaux ou même sous les poteaux télégraphiques, comme G.V.C. ? Embusqués enfin, vous, les petits de la classe 17, enlevés presque enfants à la tendresse maternelle ? A tous ceux-là on va mesurer le droit d'écrire et de recevoir des lettres ? Distraction, certes, mais en est-il de plus louable ? Pour quelques millions de plus dans la danse effrénée des milliards que se partagent tant de profiteurs, l'Etat va-t-il refuser cette maigre compensation à des soldats qu'il juge indispensable d'enlever à leurs foyers ?

Le gouvernement n'a pas été suivi par la commission des postes et télégraphes. Le rapport de M. Louis Deshayes est formel. Il est simplement regrettable qu'il ait fallu tout un rapport pour affirmer de telles évidences.

Qu'il y ait des économies à réaliser, nous n'avons jamais, ici, cessé de le proclamer. On commence par la plus inopportune.

F. I.

UNE ALERTE A ROUEN

Rouen, 13 février. — Hier soir, une alerte a été donnée à Rouen par l'autorité militaire, un zeppelin ayant été signalé vers 20 h. 50.

A 22 h. 40, à la suite de nouveaux renseignements, l'alerte a pris fin.

La même alerte a été donnée au Havre et a pris fin dans les mêmes conditions.

Il s'agissait d'un zeppelin qui a rebroussé chemin.

Députés serbes à M. Poincaré

Le président de la République a reçu, d'un groupe de députés serbes récemment arrivés à Nice, un télégramme par lequel ceux-ci le prient de transmettre à la nation française l'expression de leur gratitude pour l'accueil qui leur a été fait.

Le président de la République a remercié par l'intermédiaire du secrétaire général de l'Elysée.

C'était un anarchiste

Nous avons raconté dans quelles circonstances bizarres une explosion s'était produite dans la chambre occupée à Troyes par un Alsacien nommé Joseph Lauer. Ce dernier avait raconté une histoire invraisemblable et on l'avait vite soupçonné d'avoir provoqué l'explosion en fabriquant lui-même un engin.

Aujourd'hui, le doute n'est plus permis, car il est reconnu que Lauer est un anarchiste dangereux. Il habitait à Troyes un misérable garni, mais il était en train de se construire une maisonnette sur un terrain acheté par lui à proximité du quai d'embarquement de Saint-Julien. C'est un point stratégique important. Dans la maisonnette se trouve une longue cave séparée en deux et qui permet, après avoir soulevé une trappe, de s'échapper dans la campagne.

Les idées qui passent...

Au Parlement

Le Rappel, en deux vigoureux articles parus côte à côte, dit leur fait aux raseurs et aux trublions. Voici d'abord quelques lignes de M. Roux-Costadau, député, s'adressant à ses collègues :

La faute de quelques-uns est devenue le crime de tous. Et parce qu'ils ne sont que salive, mâchoires, langue et poumons, nous passons tous pour n'être que poumons, langue, mâchoires et salive.

Nous subissons leur dictature, et nous sommes tous englobés, par une fraction grossissante de l'opinion publique, dans une même et terrible condamnation.

Quand nous déciderons-nous à mettre fin à ce scandale ? Attendrons-nous, dans une lâche passivité, que nous soyons encore un peu plus amoindris, avilis ? Irons-nous jusqu'au précipice ?

Il faut nous libérer du despotisme de nos fatigans et insipides raseurs, sans quoi tout est perdu : ou les contraindre à la discipline, leur mettre une camisole de force, ou nous laisser entraîner par eux jusqu'aux limites extrêmes du péril.

Ces gens-là tuent et le Parlement et la République. J'aimerais mieux les étrangler de ma propre main !

Et l'éditorial du même Rappel ajoute ceci :

Gustave Téry, avec sa logique imputoyable, demandait hier, non sans ironie, où était le devoir des députés : au Palais-Bourbon ou bien, quand ils sont indispensables, dans le rang ?

Au lieu de mettre nos honorables en face d'un cas de conscience, il fallait les placer en présence d'un texte de loi.

La-t-on fait ? Et qui donc devait le faire ? Nouveau chapitre des responsabilités.

Union sacrée

M. Gustave Hervé (Victoire) est optimiste résolument. Nos dissensions sont de surface, dit-il ; au fond, nous sommes unis :

Les conservateurs, cléricaux et nationalistes de jadis se réjouissent de voir les socialistes des plus pacifiques et les plus pacifistes d'antan, les aider à faire leur guerre de revanche.

Et nous, les républicains rouges et les socialistes, qui croyons que cette guerre nous donnera la peau des Habsbourg, des Hohenzollern, et la libération de quelques nations opprimées, nous nous réjouissons de voir cette belle œuvre révolutionnaire accomplie en partie par l'épée du général marquis de Castelnaud.

Et il conclut sur cette promesse :

Nous servirons chacun notre idéal, mais nous n'empoisonnerons plus nos différends politiques et nos désaccords sociaux de sales querelles de boutique, ni de cet esprit de haine et d'intolérance qui empêcheraient notre relèvement national. Nous sommes bon nombre qui sommes décidés, au lendemain de la guerre, à faire un sérieux effort pour nous souvenir que nos adversaires politiques, au jour de la lutte pour la patrie commune, étaient là-bas au front, eux ou leurs fils, et que nous n'avons plus le droit de les traiter comme des ennemis.

Naïvetés généreuses, diront les sceptiques et les aigris.

On verra, on verra !

Organisons la guerre économique

M. Edouard Herriot, maire de Lyon, sénateur du Rhône, revient avec force (Journal) sur cette idée qui lui est chère et qu'il développait hier dans les Annales : préparons-nous à vaincre aussi l'Allemagne sur le terrain économique. Opposons à la foire de Leipzig le marché de Lyon. Ne perdons pas une minute. Demain il serait trop tard.

Le programme est net :

Rapprocher, de plus en plus, l'industrie et la science ; réformer notre enseignement fait pour des mandarins ; transformer notre

système bancaire, bon, tout au plus, pour des rentiers paresseux ; faire de la banque l'auxiliaire et non l'ennemie de la production nationale ; créer de la richesse pour que chacun, ouvrier ou patron, en ait sa part ; donner à la France un outillage national vraiment moderne ; ne plus abandonner au hasard le sort de notre commerce d'exportation ; diriger les jeunes gens, non vers les fonctions publiques, mais vers les problèmes passionnants du négoce ; lutter par la qualité française contre la quantité allemande, que de travaux ! L'avenir de la France affaiblie par la guerre dépendra de la vigueur avec laquelle nous les aborderons.

Excelsior nous offre, comme toujours, des images et des idées.

L'image ? M. Poincaré coiffé du casque (ce n'est pas le « casque » des neurasthéniques, mais la bourguignole, la « salade » des poilus). Cette coiffure guerrière sied fort bien à notre académique souverain.

L'idée ? C'est Pierre Mille qui nous la soumet. Parlant des mesures qu'il faut prendre à l'égard des prisonniers boches, en vue de répondre à celles que prennent les Boches contre les prisonniers français :

Le gouvernement allemand, dit-il, est un gouvernement aristocratique et, comme tel, n'a qu'un fort médiocre souci du simple soldat. Le simple soldat, pour lui, c'est de la chair à canon et, une fois prisonnier, il considère son existence comme sans valeur.

C'est sur les pairs des dirigeants allemands qu'il faut agir, c'est-à-dire sur les officiers tombés entre nos mains ; car ce n'est qu'à eux qu'on s'intéresse à Berlin. Les plus légères mesures restreignant leur confortable feront beaucoup plus que tout le reste de ce qu'on pourra imaginer.

Hommage aux Suisses

M. Clemenceau (Homme enchaîné) subit les représailles de la censure. Toute une colonne de son « papier » consacré aux neutres a été blanchie par M. Jules Gautier. Il en reste ceci, qui est un hommage à la Suisse :

Ce serait une grave erreur d'englober toute la population helvétique de langue allemande dans le jugement que je viens de porter. D'ailleurs, toute la Suisse romande, de l'« intellectuel » au dernier paysan des vallées ou de la montagne, s'est levée comme un seul homme, en un mouvement spontané de totale énergie, pour revendiquer le plein droit du pays à l'indépendance. Jamais peuple ne réagit avec une plus fière virilité contre des fautes du personnel dirigeant. L'Allemagne ne trouvera pas là les sentiments de soumission qu'elle avait escomptés. C'est pourquoi il importe de noter, à l'honneur de la Suisse tout entière, que l'opinion des villes ou campagnes d'origine allemande ne se montre pas moins préoccupée de l'accomplissement de tous ses devoirs envers la patrie, envers la civilisation, qui implique un droit international, dont le respect s'impose avec la même vigueur à la conscience publique qu'aux consciences privées. En un temps où nos enfants combattent et meurent pour qu'il y ait un droit en Europe, en dépit d'une nation barbare qui prétend établir par la force une domination de brutalité, nous nous réjouissons de voir la Suisse amie donner au monde le réconfortant spectacle d'un peuple libre, capable d'imposer la suprématie du droit intangible aux pures propensions d'une sentimentalité de voisinage.

Les nègres eux-mêmes...

M. René Bazin (Echo de Paris) :

J'ai dit, dans un récent article, que les indigènes du Zanguebar se servaient du mot Deutsch pour dire : méchant. Or, un voyageur m'écrivit — et il connaît le pays — qu'à 1.200 kilomètres du Zanguebar, au delà du lac Victoria-Nyanza, les nègres, pour exprimer qu'un être est brutal, disent qu'il est allemand : mudaki. Il ajoute : « La débâcle de l'Allemagne sera vue avec enthousiasme par tous les peuples de l'intérieur de l'Afrique. »

On nous écrit :

Le receveur est sans pitié

Je me suis présentée aujourd'hui devant le receveur municipal des Lilas pour qu'il me vise une ordonnance délivrée par le Bureau de bienfaisance. Il y était marqué une potion, une pomme, un liniment, de l'huile de foie de morue, de l'eau minérale, le tout destiné à mon bambin de quatre ans. Ce receveur m'a froidement biffé les plus essentiels et les plus chers de ces remèdes, et ne m'a laissé que la potion et le liniment en m'indiquant que, pour le reste, j'en devrais payer la moitié. Avec quoi ? Si je le pouvais, je paierais le tout. Est-ce pour m'amuser que je demande des remèdes pour mon enfant ?

Le receveur n'est-il pas un méchant homme ?

Élèves et professeurs

A Saint-Cyr, ce sont des caporaux qui ont fait leur service comme aérostiers qui instruisent les sergents versés de l'infanterie dans l'aéronautique et, quand ils ont reçu des caporaux l'instruction technique nécessaire, les sergents commandent ceux qui furent leurs professeurs.

Or, les sergents ne sont jamais allés au front, tandis que les caporaux en reviennent et y retourneront sans avancement...

A LA MADELEINE

L'« Œuvre d'Orient », que dirige Mgr Charmetant, avait organisé hier une importante manifestation en l'église de la Madeleine, en faveur des victimes des massacres d'Arménie.

Au cours de la cérémonie religieuse, qui était présidée par le cardinal Amette, archevêque de Paris — et à laquelle assistait M. J. Gout, sous-directeur des affaires étrangères, représentant le gouvernement, — Mgr Touchet, évêque d'Orléans, est monté en chaire et, dans une éloquente allocution, a flétri « cet assassinat méthodique d'un peuple innocent, accompli de sang-froid par les Turcs à l'instigation ou avec la pleine complicité des Allemands, leurs maîtres ».

« Le Vêtement du prisonnier de guerre »

L'œuvre du « Vêtement du prisonnier de guerre » organisée, pour aujourd'hui lundi, à la Galerie Georges Bernheim, 40, rue de la Boétie, une exposition de peinture.

Cette manifestation d'art et de bienfaisance réunit des œuvres de nos plus célèbres peintres : MM. Bail, Besnard, Caron-Delvalle, Chabas, Dagnan-Bouveret, Dauchez, Maurice Denis, Abel Faivre, Friesseke, Gervex, Guillaume, Lebourg, Lévy-Dhurmer, Le Sidaner, René Menard, Monet, Roll, Lucien Simon, Vuillard, Willette, etc., qui ont envoyé des tableaux dont la vente, selon leur généreux désir, viendra accroître les ressources du « Vêtement du prisonnier de guerre ».

Une innovation intéressante attirera l'attention du public : sept groupes de vingt petits tableaux dus au talent de nos meilleurs artistes formeront de véritables collections complètes de peinture moderne que les amateurs se disputent.

Grâce à l'œuvre du « Vêtement du prisonnier de guerre », plus de 250.000 paquets individuels et plus de 100 wagons d'envois collectifs sont déjà partis pour atténuer en Allemagne la misère des prisonniers français et belges, civils et militaires.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir :

Gaité, 8 h. 30, Coralie et Cie ; Apollo, 8 h. 15, la Cocardée de Mimi Pinson ; Renaissance, 8 h. 30, le Puce à l'oreille. Palais-Royal, 8 h. 30, le Poilu. Hortense a dit : « Je m'en fous ! » ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, Kit Variétés, 8 h. 30, Miquette et sa mère ; Gymnase, 8 h. 45, les Deux Vestales ; Capucines, 8 h. 15, En franchise. Oh ! pardon ; Vaudeville, 8 h. 15, Cabiria ; Cluny, 8 h. 30, Ferdinand le Nocturne ; Déjazet, 8 h. 30, les Fiancées de Rosalie ; Grand-Guignol, 8 h. 45, l'Angoisse, le Siège de Berlin ; Folies-Bergère, 8 h. 30, Jusqu'au bout ; Scala (relâche) ;

Cigale, 8 heures 30, l'Enfer des Reueux ; Concert Mayol, 8 heures 30, Polin et ses artistes, Bo Du Bouh ; Eldorado, 8 h. 15, la Croquette ; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, la Dame du Commissaire ; Gaité-Boulevard, 8 h. 30, C'est Mimi ; Alhambra Empire, Olympia et Nouveau-Cirque, à 8 h. 30, attractions ; aux Quat-z-Arts, au Moulin de la Chanson, à la Pie qui Chante, à la Chaumière et au Cagibi, à 8 h. 45, revues et chansonniers.

1^{re} Marque Française
CRÈME SIMON
Unique pour la toilette

NOS BROCHURES d'avant-guerre

On nous demande souvent s'il nous reste des brochures de l'Œuvre hebdomadaire, devenues aujourd'hui très rares et très recherchées. Il ne nous en reste qu'un très petit nombre de collections complètes, qui sont vendues cinquante francs.

Mais nous pouvons encore mettre à la disposition de nos lecteurs quelques-unes des brochures dans lesquelles, depuis six ans, c'est-à-dire depuis sa fondation, l'Œuvre hebdomadaire annonçait l'invasion allemande et démontrait inlassablement l'imminence de la guerre. Nous ne citons que pour mémoire celles de 1910, 1911 et 1912, qui ne figurent plus que dans nos collections complètes :

- 21 sept. 1911. — Les Allemands chez nous.
- 26 oct. 1911. — Comment les Allemands ruinent le commerce français.
- 12 oct. 1911. — La lâcheté suprême : céderons-nous le Congo ?
- 24 déc. 1911. — L'Allemagne au Palais-Bourbon.
- 14 juillet 1912. — On aura beau nous poursuivre, nous condamner, nous ne cesserons pas de dénoncer l'invasion allemande.
- 15 août 1912. — Sous la botte prussienne.
- 22 août 1912. — En France les Prussiens s'engraissent, pendant que les Bretons meurent de faim.
- 29 août 1912. — Guillaume tient sa poudre sèche.
- 5 sept. 1912. — Sais-tu, petit soldat, d'où vient la couleur de ton pantalon rouge ? D'Allemagne ! Et le bleu de ta capote est bien du bleu de Prusse !
- 17 oct. 1912. — « Made in Germany ». — Comment les Allemands pourrissent empoisonner Paris.
- 21 oct. 1912. — Comment les Prussiens préparent l'invasion dans l'Est.
- 7 nov. 1912. — Si la guerre éclate, sommes-nous prêts ?
- 19 déc. 1912. — Presque tous les jouets sont allemands.

Mais trente-cinq brochures de 1913 et 1914, dont voici les titres, forment une collection complète que nous pouvons envoyer à nos lecteurs qui nous en feront la demande, accompagnée d'un mandat de six francs :

- 6 février 1913. — Ce qu'on fait en France tandis que l'Europe mobilise.
- 13 février 1913. — La guerre sans fusils : la drogue allemande.
- 20 février 1913. — Les Allemands chez nous.
- 27 février 1913. — Des enfants, des soldats. — La question de vie ou de mort.
- 6 mars 1913. — Si la guerre éclate, sommes-nous prêts ?
- 13 mars 1913. — La défense nationale et la dépense nationale.
- 27 mars 1913. — Les Allemands chez nous. La guerre en octobre ?

A VENDRE OU A LOUER Prix de guerre ris, ligne Est, propriété d'agrément. Villa meublée, dépendances, dans parc ombragé de 6.050 m. — Bouchot 16, rue du Louvre, Paris.

PEINTURE EN BATIMENT ET DECORS (à la con), prix réduits, par Belge réformé. — Ecrire S. moens, 4, rue Fontaine.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELHOFF et ROGEE, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

3 avril 1913. — La France aux métés

40 avril 1913. — Le procès de la camelote allemande.

17 avril 1913. — Et tout cela fait marcher le commerce du fer (et du lait) !

4^{er} mai 1913. — Après le Congo, allons-nous perdre l'Indo-Chine ? — Petites histoires de la question d'Orient, à l'usage des gens sérieux.

8 mai 1913. — La loi militaire : France d'abord !

15 mai 1913. — Les « intellectuels » et la Patrie : d'Hervé à Jaurès.

22 mai 1913. — La France n'est plus qu'une colonie allemande ?

3 juin 1913. — Le commerce allemand en France : les Prussiens masqués. Plaidoirie pour l'Œuvre prononcée le 2 avril 1913 devant la neuvième Chambre, par M^{re} de Moro-Giafferri, suivie d'un répertoire alphabétique des maisons de commerce allemandes classées par spécialités.

26 juin 1913. — Les Allemands au Ministère de la Marine.

10 juillet 1913. — Les marchands de canons. Gaspillages : le scandale des « remontes ».

17 juillet 1913. — La guerre est-elle donc inévitable ?

31 juillet 1913. — La prochaine invasion. Texte des instructions secrètes données par l'Etat-Major aux officiers allemands commandant les troupes qui doivent occuper la territoire français.

7 août 1913. — Comment l'armée allemande prépare ses cantonnements en France : un avant-goût de l'invasion prochaine.

28 août 1913. — Après l'Alsace-Lorraine, après le Congo, va-t-on donner l'Aube à l'Allemagne ?

4 sept. 1913. — La défense nationale tributaire de l'Allemagne.

23 oct. 1913. — A la prochaine guerre, les Uhlands monteront nos chevaux.

1^{er} janvier 1914. — Une autre forme de l'invasion, la pornographie allemande.

15 janvier 1914. — Encore les Allemands chez nous ?

22 janvier 1914. — Les Allemands chez nous : comment ils vident nos poches.

12 février 1914. — Taxons les Aubains

5 mars 1914. — Les Allemands chez nous : dans l'Université.

28 mai 1914. — L'affaire des poudres

4 juin 1914. — L'affaire des poudres (suite).

18 juin 1914. — Les Allemands chez nous.

2 juillet 1914. — La France prussienne jouets d'Allemagne.

9 juillet 1914. — Les Allemands chez nous : « La trouée ».

16 juillet 1914. — L'odyssée d'un inventeur. Qu'il s'agisse d'un canon, d'un affût, d'une poudre ou d'une balle, c'est toujours la même histoire.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE » du 14 février 1916

La Captivité

Grand-père

TEXTE ET DESSINS

de LOUIS MORIN

Pendant les premiers jours, il n'y eut pas de garde à la ferme. Six femmes y couchaient toutes seules, groupe de pauvres créatures qui tâchaient de défendre de leur mieux le foyer envahi. Elles avaient défense de sortir après la tombée du jour.

Une nuit, l'une d'elles se hasarda, quelques instants dehors, je ne sais pour quelle raison. Les Allemands, la voyant se glisser dans l'ombre, la prirent pour un homme et réveillèrent le poste. Il fallut que Marie, la maîtresse de la maison, allumât son globe et proménât dans toute la maison, de la cave au grenier, les patrouilleurs qui lançaient des coups de baïonnette dans tous les coins suspects.

Depuis cette nuit-là, il y eut toujours deux sentinelles dans la cour de la ferme.

Pour seule distraction, le piano du maître d'école, sorti dans la rue et qui, sous les doigts de quelques soldats mu-



Le chapeau haut de forme avait été placé sous la queue d'une vache

siciens — plus ou moins — mêlait les valse allemandes et les lieds languoureux au fracas des obus qui tombaient sur le village.

Parfois c'était le choral de Luther ou tel autre psaume qui permettait à ces voleurs et à ces incendiaires, tout rouges du sang de la Belgique, d'élever leurs âmes vers le vieux Dieu de l'Allemagne.

Pendant notre séjour à l'église de Moulin, les femmes nous ravitaillèrent fort heureusement car, ne recevant pas de pain, nous en aurions été ré-

duits aux pommes de terre et aux haricots cuits à l'eau. Il y avait bien une boucherie établie dans l'église même, près de la porte. Mais la viande n'était pas pour nous. Les quartiers de nos vaches et de nos porcs nous passaient sous le nez pour aller gonfler la panse de nos maîtres. Quelle triste chose que l'occupation étrangère !... Nous serriions les poings et nous nous réconfortions les uns les autres en nous promettant la suite prochaine des succès qui nous avaient ramenés les barbares, si allègrement, de Paris jusqu'à cette ligne qui passait par notre village, et où ils s'étaient si malheureusement acrochés.

Mais voici que de nouvelles angoisses nous assaillent ! Le 24 septembre, après-midi, un obus écorne le mur de l'église, un autre pénètre dans le monument et tue trois Allemands près du grand portail... Se mêle-t-il à notre effroi l'orgueil de voir la puissance des projectiles français — et la satisfaction narquoise de constater que les Allemands seuls ont trinqué ? Je ne puis le dire, pour ma part. L'obus qui éclate répand la stupeur, tout l'être se tend, courbe le dos, si je puis dire, en attendant le coup qui va venir... Car tout de



Une femme, qui voulait défendre un de ses canards, fut rudoyée

suite nous eûmes la sensation que nous étions repérés... Le troisième coup blessa un homme parmi nous, le quatrième fit sauter l'angle d'une fenêtre dont les morceaux fracassèrent la mâchoire d'une femme qui se tenait assise au milieu de ses enfants. Le cinquième nous couvrit de pierre pulvérisée : en une seconde, nous voici pareils à des meuniers. Parmi ces blanchisseurs, cinq de nos ; blessés légèrement, montraient la pourpre de leur sang.

Tout à coup, la certitude se répand parmi nous que la voûte va craquer sous la mitraille. Sans plus rien craindre des Allemands, nous nous précipitons, nous bousculons les sentinelles, nous courons vers la descente de l'église, avec la satisfaction de voir le poste tout entier jouer des jambes comme nous, dans le plus parfait oubli de la consigne.

Nous descendons la rampe en trombe affolés, puis, subitement, nous voici arrêtés par une ligne de soldats, baïonnette au canon. Vont-ils nous contraindre à regagner notre abri dangereux, nous livrer au bombardement de nos soldats ? Non, par bonheur ; ils nous font ranger le long du mur de contre-fort qui nous offre une défense relative contre la rafale. On porte les blessés dans la remise de la pompe à incendie, et parmi eux la femme à la mâchoire cassée. Elle fut si mal soignée que sa figure resta de travers et qu'elle ne mange qu'avec la plus extrême difficulté.

Le bombardement de l'église dura environ une heure. Quand il eut cessé, on nous fit regagner notre dortoir improvisé. Chacun revint à sa place, crai-



Pour seule distraction, le piano du maître d'école, sorti dans la rue...

gnant une reprise de l'averse d'acier qui pouvait recommencer d'un moment à l'autre... Pour moi, dans cette église, vieille de tant de siècles, où j'ai été baptisé, où j'ai servi la messe jusqu'à quinze ans, où j'ai suivi le convoi de ma mère et de ma sœur, où je me suis marié, je songeais tristement que, d'une seconde à l'autre, je pouvais périr écrasé sous ses ruines.

(La suite à demain.)